

une certaine portée, une certaine valeur et une certaine autorité. Cela prouve simplement qu'il est grand diseur mais piètre faiseur quand vient le moment d'agir.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous n'aimez pas cela.

M. Howard (Skeena): Mes honorables amis aiment bien donner des coups de griffe, mais n'aiment pas en recevoir. Cela crève les yeux. Au dire même de son parrain, le projet de loi n'a pour seul but que de mettre un problème en relief. Le projet de loi lui sert de prétexte pour prendre la parole, mais pourquoi pas? N'est-ce pas, en partie, l'essence même du Parlement? Il fait bien de saisir l'occasion, d'autant plus qu'il n'est pas autorisé à faire quoi que ce soit de tangible à ce propos. J'aimerais simplement lui faire remarquer que, de par sa propre désignation, le projet de loi ne couvre qu'un aspect du problème général, celui du Bureau de planification. Si la Chambre adoptait ce projet de loi, qui deviendrait loi nationale, même cet aspect du problème demeurerait lettre morte, car le Bureau de planification que veut créer le député ne disposerait d'aucun fonds. Ce serait un organisme qui n'aurait ni argent ni autorité et qui ne pourrait que lier conversation à propos de telle ou telle chose.

L'honorable représentant a parlé de notre vieille rengaine que nous reprenons d'un printemps à l'autre et d'une année à l'autre, mais à regret et contre le gré du député, je dis que notre capitale en perd d'une année à l'autre, sans donner le moindre signe d'amélioration. Pour ma part, je ne considère pas Ottawa comme une municipalité quelconque parmi les municipalités avoisinantes d'Ontario ou du Québec. La ville d'Ottawa et les municipalités environnantes sont autant ma capitale que celle du député qui propose le bill ou des habitants de la région. Ottawa est la capitale aux yeux des gens de la Colombie-Britannique comme elle l'est pour les habitants de la ville et de la région même.

Mais les amis et collègues du député, au conseil municipal, ne le voient pas ainsi. Les conseillers ou les autorités municipales pensent différemment, car chaque fois que dans le passé on a parlé de s'occuper de la région de la capitale nationale autrement qu'on ne le fait maintenant, qui a jeté les hauts cris?

L'opposition ne provient pas des députés qui considèrent Ottawa comme leur capitale. L'opposition et le tapage émanent de petits politiciens, dans les municipalités, qui ne veulent pas se voir privés de leur pouvoir et de leur autorité.

Les rues d'Ottawa sont dans un état épouvantable. Cette situation existait bien avant que je devienne député et que bien d'autres le deviennent aussi. En lisant les vieux journaux, on se rend compte que cette situation existe depuis longtemps. Lorsqu'on soulève la question des nids de poule ou une autre affaire, des gens comme le commissaire Heit montent immédiatement sur leurs grands chevaux et disent: «Donnez-nous de l'argent pour les réparer, mais ne vous en mêlez pas». Ils veulent que des citoyens de la Colombie-Britannique et d'ailleurs leur versent des impôts pour remplir leurs coffres, mais ils ne veulent pas nous accorder une autorité primordiale en matière de coordination ou de planification.

• (5.20 p.m.)

Les gens de ces municipalités reçoivent un certain appui des autorités de l'Ontario et du Québec. Le premier ministre (M. Trudeau) a beaucoup nui à l'idée exposée par le parrain du bill, et au projet de développement de la région de la capitale nationale dont tous les Canadiens pourraient s'enorgueillir. Le solliciteur général actuel (M. McIlraith), qui est de la région d'Ottawa, avait consacré beaucoup de temps et d'efforts, en sa qualité de ministre des Travaux publics, à s'entretenir avec les gouvernements du Québec et de l'Ontario de même qu'avec les municipalités de la région afin d'en arriver à une solution en ce qui concerne la région de la capitale nationale. Nous savons tous que du temps où il était ministre des Travaux publics, donc chargé de cette responsabilité, le solliciteur général était conciliant, courtois et laborieux. Ses efforts ont presque abouti et nous étions sur le point de constater des réalisations concrètes. Cependant, le premier ministre, par négligence ou pour quelque autre raison, ne sachant peut-être pas ce que le ministre des Travaux publics d'alors s'efforçait de faire, l'a relégué au rang de solliciteur général. Tout son travail et tous ses efforts ont été mis au rancart.

Le ministre des Travaux publics actuel (M. Laing) ou quiconque est responsable de la Commission de la capitale nationale ou de la